



Les syndicats réclament "un équilibre" entre sécurité et liberté



AFP, 07.01.2016, 17 :49

Les numéros un des syndicats, réunis jeudi pour rendre hommage aux victimes des attentats terroristes, ont appelé le gouvernement à respecter "l'équilibre" entre les mesures de sécurité et les libertés et se sont opposés à une déchéance de la nationalité.

Un an jour pour jour après l'attentat contre Charlie Hebdo, les leaders de la CGT, CFDT, FO, CFTC et Unsa, étaient réunis à la Bourse de travail, près de la place de la République, autour de la Confédération européenne des syndicats (CES).

"Pour lutter contre le terrorisme, il est nécessaire de donner plus de moyens aux forces de sécurité", a affirmé Philippe Martinez (CGT). Mais cela ne doit pas conduire à "ce qu'il y ait moins de libertés pour les citoyens et pour les organisations".

"Le mouvement social doit pouvoir s'exprimer" et "c'est une réponse nécessaire face aux violences terroristes", selon lui.

"On est sur le fil du rasoir entre les mesures sécuritaires et la préservation des libertés démocratiques", a estimé Jean-Claude Mailly (FO). "Si l'état d'urgence se prolonge, cela peut poser problème", a-t-il dit en réclamant "un débat démocratique" sur ces sujets.

Laurent Berger (CFDT) a appelé à "garder l'équilibre entre les libertés et la sécurité" et jugé nécessaire une "vigilance citoyenne".

"Faire de la restriction des libertés, dans une situation exceptionnelle, une règle, ce serait franchir un pas que nous ne sommes prêts à soutenir", a renchéri Luc Bérille (Unsa).

Les responsables syndicaux se sont dits opposés à une déchéance de la nationalité pour les Français binationaux: "elle ne se justifie pas" (Berger), est "stigmatisante" (Martinez) et "inefficace" (Mailly).

Pour eux, "il n'y a aucune justification" ni "aucune excuse" aux actes terroristes. "C'est un combat idéologique", de "valeurs contre valeurs", a affirmé Laurent Berger.

"Il n'y a aucune justification mais il peut y avoir des explications", a estimé pour sa part M. Mailly, avançant un aspect "géopolitique" et "des explications économiques et sociales". "Il y a un lien entre exclusion, jihadisme et salafisme", selon lui.

"On a besoin de réfléchir aux "différentes causes" qui "poussent des jeunes qui n'ont pas d'avenir à se laisser embarquer dans des actes condamnables", a estimé Martinez.

"Il n'y a pas une cause unique mais des causes multiples", a enfin estimé Joseph Thouvenel, numéro deux la CFTC pour qui "le chômage est un élément majeur du drame de notre société. r